

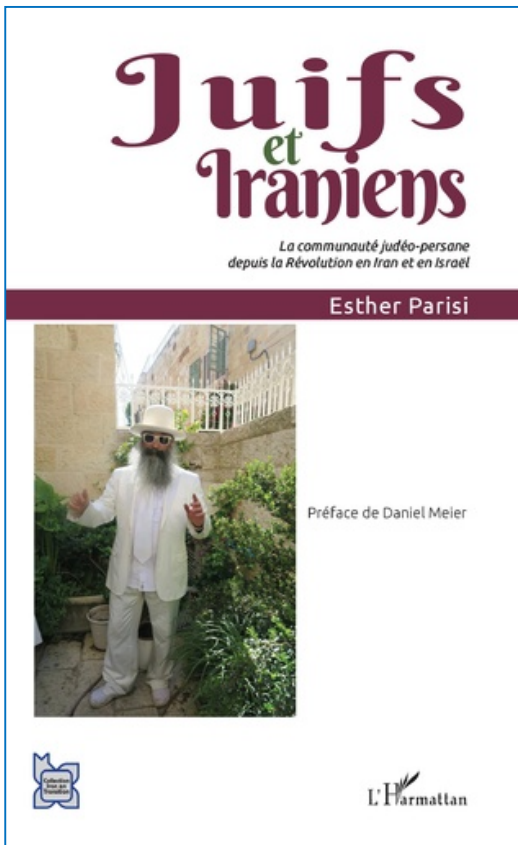
Magazine culturel d'Akadem – Novembre 2019

Juifs et Iraniens, d'Esther Parisi

La communauté judéo-persane depuis la Révolution en Iran et en Israël

(Ed. L'Harmattan)

Chronique de Steve Nadjar



La scène est incroyable et, diffusée par les médias iraniens il y a quelques jours, elle a suscité l'intérêt étonné de l'opinion publique israélienne. Alors que l'état-major de Tsahal s'inquiète des visées expansionnistes de l'Iran et d'une prochaine action majeure de la force d'élite Al Qods des Gardiens de la Révolution, cette vidéo montre des soldats de ce Corps prestigieux de République islamique assister à la récitation publique du kaddish, la prière récitée en l'honneur des défunts dans le judaïsme. Et les morts en question sont des soldats Juifs Iraniens morts sur le champ de bataille, lors de guerre Iran-Irak entre 1980 et 1988. 15 Juifs conscrits, à l'instar de tous les Juifs Iraniens sous la République islamique, comme le rappelle dans un récent livre d'Esther Parisi. Intitulé « Juifs et Iraniens. La communauté judéo-persane depuis la Révolution en Iran et en Israël », il dresse le portrait d'un groupe social ancré dans une histoire millénaire mais qui rencontre aujourd'hui des difficultés, qui n'ont pas toutes à voir avec les tensions qui opposent la République islamique à l'Etat hébreu.

Commençons par la démographie dont on ne peut pas dire qu'elle soit au beau fixe. Le conflit entre l'Iran et l'Irak dans les années 1980 en est l'un des principaux responsables, certaines familles juives ayant choisi de protéger l'avenir de leurs enfants du tumulte ambiant et des bruits de botte en s'exilant. On compte aujourd'hui environ 8000 juifs dans le pays. Ils vivent principalement à Téhéran, Ispahan, Shiraz ou encore Kermashah. Une concentration dans les grandes villes qui répond à la fois à une problématique économique, mais aussi à la volonté de préserver le tissu communautaire d'une minorité dont le statut a été bouleversé par l'avènement au pouvoir de l'ayatollah Khomeyni en 1979.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes: on comptait 80 000 Juifs Iraniens à la veille de la Révolution, 10 fois moins aujourd'hui. La plupart ont quitté le pays dès les 1^{er} années de la République islamique, trouvant refuge aux Etats-Unis, au Canada ou en Israël. Ceux-là craignaient pour leur situation économique, le premier citoyen iranien exécuté par les autorités révolutionnaires étant un riche d'homme d'affaire juif, Habib Elqanyan, accusé «d'activités sionistes».

Les autres, ceux qui ont choisi de rester sur cette terre ancienne d'implantation juive, n'avaient pas les moyens de s'exiler ou, au contraire, ne voyaient pas leurs biens menacés.

Désormais membres d'une minorité protégée par la nouvelle Constitution, les Juifs d'Iran sont depuis lors confrontés à un défi: comment être Juif au sein de la République islamique? Comment rester Juif et Iranien quand la définition de l'iranité a pour socle l'islam chiite?

Ce sont les questions auxquelles répond avec sérieux Esther Parisi qui produit ici, certainement, l'un des meilleurs ouvrages sur le sujet.

A l'évidence, l'hostilité ontologique de la République islamique à l'égard de l'Etat d'Israël, inlassablement qualifié d'« entité sioniste », complique cette équation identitaire. Officiellement, les Juifs Iraniens sont « antisionistes », une position d'alignement plus qu'une conviction, certains n'hésitant pas à visiter le pays pour retrouver leurs familles. Khomeyni déjà distinguait « judaïsme » et « sionisme », reconnaissant certains droits aux membres de la 1e quand il vouait aux gémonies les sympathisants de la seconde cause. Et l'Iran a beau jeu d'exposer le statut de ses Juifs qui, il est vrai, n'est pas comparable à celui de la plupart des États musulmans de la région, si tant est qu'une condition juive y soit encore une réalité. Cette instrumentalisation par le pouvoir lui permet d'afficher sa politique de tolérance à l'international, alors que la violation des droits de l'homme en Iran fait régulièrement la Une des journaux occidentaux.

S'ils disposent du droit de vote et même d'un représentant au Madjles, le Parlement iranien, les Juifs n'en sont pas moins pour Esther Parisi des citoyens de seconde classe. Ils sont discriminés en matière de protection sociale et pénale. Ils n'ont pas accès à certaines professions, comme ceux de magistrat ou de responsable militaire. Réduits à leur appartenance confessionnelle, ils voient leur confession inscrite sur certains de leurs documents officiels, une disposition qui favorise la discrimination.

Et pourtant ces Juifs restent. Ils sont attachés à leur nation même s'ils se méfient d'un État nourri d'idéologie révolutionnaire. Ils fréquentent de plus en plus la synagogue pour maintenir un lien social intra-juif, en dépit des provocations antisémites de certains dignitaires du régime.

Ils font vivre des structures associatives, des écoles qui préservent leur identité, même s'ils doivent adopter les codes vestimentaires islamiques dans l'espace public.

Reste à savoir si cette communauté a un avenir. Indépendamment de la situation politique, les données ne présagent pas d'un avenir radieux. L'endogamie provoque des maladies génétiques et la difficulté à trouver un conjoint pousse un nombre toujours plus croissant de jeunes juifs à envisager un départ. De sorte qu'une spécialiste, Orly Rahimiyan, évoque un « dépérissement » du judaïsme iranien.

Certains d'entre eux iront peut-être rejoindre Israël où les attendra alors un autre défi : préserver leur iranité dans une société où l'identité israélienne et juive prédominent. Maintenir en somme certaines stratégies d'une minorité engagée dans la transmission d'un héritage vieux de plusieurs siècles.